



Conditions de travail

Assez de faux-semblants

Les agents veulent des actes, pas des paroles !

La direction convoque les représentants du personnel pour un Comité Technique Local le 06 décembre 2012 sur "La mise en œuvre du processus d'amélioration des conditions de vie au travail".

Deux semaines après, le 18 décembre, elle convoque un autre CT local sur la répartition de la nouvelle charrette de 44 suppressions d'emplois qui va frapper les agents du département.

La DRFIP aurait mieux fait de faire un seul CTL sur les suppressions d'emplois et "l'amélioration des conditions de travail" : au moins la farce aurait été complète.

Parce qu'il faut quand même le faire: c'est au moment où les conditions de travail se dégradent à la vitesse grand V du fait des suppressions massives d'emplois que notre administration multiplie les discours sur "l'amélioration des conditions de travail" des agents. La DGFIP est même un champion en la matière puisque c'est une des administrations qui en parle le plus alors qu'elle est depuis des années sur le podium fonction publique des suppressions d'emplois.

Or les exemples de la dégradation des conditions de travail sont de plus en plus nombreux, ils ont une signification de plus en plus lourde.

- **Il y a le travail gratuit des collègues écrêtés par AGORA, parfois à hauteur de dizaines d'heures par agent (1234 écrètements en tout pour le département en un semestre!)**
- **On voit maintenant apparaître des cas de collègues qui se voient refuser l'été de prendre plus de 15 jours de congés,**
- **Qui ne prennent pas de pause déjeuner.**
- **Il y a aussi tous ces collègues qui disent qu'ils ne maîtrisent plus leur travail. Ceux qui vont jusqu'à décrire une situation où, disent ils, c'est le système qui leur met la pression sans même que l'intervention des chefs soit nécessaire. Ceux de plus en plus nombreux qui vivent "le syndrome du serpent qui se mord la queue" : la mobilisation par l'accueil entraînant le non**

accomplissement de tâches de gestion et générant finalement encore plus d'accueil.

- **il y a ces symptômes dont souffrent un nombre croissant d'agents : trouble du sommeil, amaigrissement, perte de l'intérêt du travail, demandes de mutation pour s'en sortir**
- **et les actes d'auto agression en nombre croissant que ce soit au niveau national ou dans le département.**
- **Il y a la pression des indicateurs, l'individualisation des objectifs, les choix managériaux qui cassent les solidarités au travail et créent de plus en plus de solitude dans les services, y compris dans l'encadrement.**

Toutes ces situations, que nous avons rencontrées dans un nombre croissant de services de la DRFIP, ont été signalées à la Direction ; en tant que représentants du personnel nous avons fait remonter, y compris en tirant la sonnette d'alarme.

Qu'avez vous fait, comment avez vous réagi face à ces signalements?

Rien, vous n'avez rien fait, ou plutôt si : vous avez utilisé la force d'inertie.

Lorsqu'on a fait remonter la situation impossible d'Aix Trésorerie hospitalière à plusieurs reprises en CT, vous n'avez spontanément rien fait. Encore moins lorsqu'on vous a signalé en CAPL au début de l'été la

remise en cause du droit à congés de collègues du secteur recouvrement du SIP d'Arles. Lorsqu'on vous a dit que le CDIF de Tarascon replongeait début septembre, visiblement vous avez tablé sur l'adaptation des agents au marasme.

Pour vous faire bouger, il a fallu la mobilisation des agents de la trésorerie hospitalière d'Aix, il a fallu qu'on vous menace d'un droit d'alerte sur le CDIF de Tarascon pour que vous vouliez bien vous pencher sur le cas. Et il n'est même pas sûr que vous allez enfin prendre en compte la situation du secteur recouvrement d'Arles.

Par contre sur le plan du discours et des effets d'annonce, le moins qu'on puisse dire c'est que notre administration n'est pas inerte. Alors que pendant des années elle était restée l'arme au pied, voici que subitement au fur et à mesure de l'accélération des suppressions d'emplois, notre administration multiplie les annonces : DUERP, Espaces de dialogues, CVT, tableau de veille sociale, autant d'initiatives déjà amorcées ou bien que vous entendez nous présenter à l'occasion de ce CT... Notre administration ne sait plus comment dire aux agents qu'au coeur de sa démarche, il y aurait la volonté de l'amélioration des conditions de travail. Cette année, vous mettez l'accent sur le questionnaire DUERP. Vous donnez comme directive aux chefs de service de réunir les agents sur ce questionnaire.

Mais tout cela n'est qu'apparence

C'est ainsi que les organisations syndicales ont dû rejeter unanimement votre projet de document censé recenser les risques professionnels (DUERP) car **le DUERP 2012 ignorait totalement toutes les situations concrètes à risque que nous avons fait remonter à la Direction.**

Concernant 2013, **le questionnaire DUERP aujourd'hui soumis aux agents est fermé, voire verrouillé;** résultat les agents le ressentent comme une obligation administrative et ne s'en saisissent la plupart du temps pas.

Il suffit de prendre une initiative, telle que celle du droit d'alerte concernant le CDIF de Tarascon, pour constater que vous vous asseyez sur les

textes: **vous vous êtes refusé à mener l'enquête réglementaire car vous n'avez pas voulu prendre le risque que soit reconnue l'existence d'un danger grave et imminent du à la situation de sous effectif dans un service de la DRFIP.**

Nous venons même de découvrir avec stupeur, en groupe de travail CHS, que **les vérifications périodiques des installations électriques des bâtiments dans notre département sont désormais soumises aux aléas budgétaires.** Il faut faire des arbitrages a dit le représentant de la DRFIP.

Cette mascarade est insupportable. Les DUERP, plan de prévention et autres EDD ne sont que faux semblants, une tentative de l'administration pour échapper à toute responsabilité en cas de conséquence fâcheuse, comme on a pu en avoir un avant goût au CDIF de Tarascon en 2011, alors qu'en réalité ce sont l'administration et le pouvoir qui sont responsables, eux qui plongent les services dans des situations toujours pires.

La CGT n'avalisera pas cette mascarade. C'est pourquoi elle ne participera pas à ce Comité Technique.

- Les belles paroles, les agents, eux aussi, en ont plus qu'assez, ce sont des actes qu'ils veulent !
- **Il faut évidemment que les textes réglementaires soient appliqués, aussi bien en ce qui concerne les enquêtes sur les conditions de travail des agents qu'en ce qui concerne la sécurité électrique!**
- **Le travail gratuit, les remises en cause d'un exercice plein et entier du droit à congés, du droit au congé de maladie avec la journée de carence, de la pause méridienne, il faut que cela cesse!** La défense des conditions de travail des agents, cela commence par là.
- **Mais pour défendre les conditions de travail des agents, par dessus tout il faut qu'il soit mis fin à la politique systématique des suppressions de postes!**